

LES BIDONNAGES DU NEW YORK TIMES

Judith Miller, journaliste d'intoxication massive



La découverte du rôle du vice-président Cheney dans l'intox des « armes de destruction massive » irakiennes a occulté la responsabilité de la presse. Journaliste et écrivain vedette, Judith Miller a largement alimenté le dossier contre Ben Laden. Non contente de lui attribuer divers attentats survenus aux États-Unis depuis 1993, elle a convaincu le monde qu'il était aussi responsable des attaques à l'anthrax. Recevant elle-même une des mystérieuses lettres, elle déclara « je suis l'évènement ». Certes, mais elle n'était pas la vérité. Exemple emblématique du « blanchiment de l'information », Judith Miller fonde les scoops du *New-York Times* sur des sources anonymes proches de Dick Cheney et les voit publiquement confirmées par les autorités... représentées par Dick Cheney.

page 2

Difficile d'installer la démocratie quand on n'en veut pas

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le sociologue Amitai Etzioni tourne en dérision le rêve américain d'une démocratie instantanée dans les pays libérés. Il ne suffira pas que les Irakiens aient une constitution, il leur faudra un long apprentissage. On serait tenté de rappeler à M. Etzioni que cette éducation sera d'autant plus longue que Washington à imposé pendant des années la dictature de Saddam Hussein et n'y a mis fin que pour servir ses propres intérêts.

page 10

REPÈRE : 8 MARS 1921

À Kronstadt, les Soviétiques sans le Parti

Le 28 février 1921, les marins de la base militaire de Kronstadt se révoltent contre le pouvoir des commissaires bolcheviques et la pénurie. Les marins, fers de lance de la révolution, se prononcent pour des « *Soviets libres* », dégagés de la tutelle politique des commissaires. Dès janvier 1921, 5000 marins démissionnent du Parti communiste et l'agitation gagne Petrograd, qui fraternise avec les mutins. Au mouvement pour de meilleures conditions de vie se mêleront de fortes aspirations libertaires. Le journal *Izvestia* écrit, le 8 mars : « *Kronstadt s'est débarrassée du pouvoir cauchemardesque des communistes, de même qu'elle s'était débarrassée, il y a quatre ans, du pouvoir du tsar* ». L'Armée rouge de Trotski, assiège l'île forteresse. Le 18 mars 1921, la commune de Kronstadt tombe après de sanglants combats. L'Armée rouge et la Tcheka fusillent des centaines de prisonniers ou de blessés et internent les survivants dans des camps. ■



LE CHOC DE L'IMMIGRATION

Traditionnellement, les États totalitaires se construisent dans un premier temps par la stigmatisation d'un ennemi extérieur, puis l'attention se tourne vers l'ennemi intérieur menaçant l'âme et l'intégrité de la nation qui se veut implicitement pure et unie. Samuel Huntington vulgarisait en 1993 la théorie du *Choc des civilisations* et brandissait la menace extérieure que représente la civilisation arabe. Il s'apprête maintenant à jeter l'anathème sur cet ennemi intérieur que représentent les latinos, dont l'attachement excessif à leur culture d'origine et la démographie galopante rendent très difficile l'assimilation au « *noyau culturel anglo-protestant* ». Dans son ouvrage *Qui nous sommes : défis à l'identité nationale américaine* à paraître en mai, il appelle à la préservation du projet messianique des premiers colons. (Notre photo : Samuel Huntington et son ami Lionel Jospin) ■

Les bidonnages du New York Times

Judith Miller, journaliste d'intoxication massive

La découverte du rôle du vice-président Cheney dans l'intox des « armes de destruction massive » irakiennes a occulté la responsabilité de la presse. Journaliste et écrivain vedette, Judith Miller a largement alimenté le dossier contre Ben Laden. Non contente de lui attribuer divers attentats survenus aux États-Unis depuis 1993, elle a convaincu le monde qu'il était aussi responsable des attaques à l'anthrax. Recevant elle-même une des mystérieuses lettres, elle déclara « je suis l'évènement ». Certes, mais elle n'était pas la vérité. Exemple emblématique du « blanchiment de l'information », Judith Miller fonde les scoops du *New-York Times* sur des sources anonymes proches de Dick Cheney et les voit publiquement confirmées par les autorités... représentées par Dick Cheney.



Judith Miller

L'inexistence d'un programme d'armement chimique et bactériologique en Irak fait apparaître - quelle surprise ! - que l'administration états-unienne a allègrement menti à l'opinion publique et à la presse internationale. Mais c'est une réflexion bien insuffisante. La démocratie que l'administration Bush prétend diriger aux États-Unis et imposer au reste du monde, implique, dans sa

définition idéal-typique, l'existence de contre-pouvoirs, qu'ils soient institutionnels (comme le pouvoir judiciaire et le pouvoir parlementaire) ou en dehors de l'appareil étatique (ONG, presse). Pour reprendre une formule chère au Réseau Voltaire, « *les citoyens ne doivent pas s'étonner naïvement de ce que l'État est le paravent du crime. Ils doivent au contraire se souvenir que, par essence, l'État est un Léviathan et que la noblesse de la politique ne consiste pas à administrer l'État, mais à le contrôler pour le mettre au service de l'intérêt général* » [1].

La presse occidentale au service des « guerres justes »

En l'espèce, il n'est pas étonnant que les membres de l'administration Bush, dont une large majorité appartient au complexe militaro-industriel, aient tenté d'emmenner leurs citoyens dans une guerre meurtrière à plus de 10 000 kilomètres de leurs frontières, le tout afin de satisfaire à la fois les revendications pétrolières des grands groupes industriels et les rêves de grandeur démesurée des néo-conservateurs les plus bellicistes. Ce qui est surprenant, c'est que l'ensemble des contre-pouvoirs existant aux États-Unis, qu'il s'agisse du Congrès ou de la grande presse, qui s'est hissée depuis les années 1970 au rang de « quatrième pouvoir », n'ait pas réagi au tissu de mensonges brodé chaque jour par les experts communicants de la Maison-Blanche. Comme le fait remarquer Michael Massing dans le dernier numéro de la *New York Review of Books*, la presse états-unienne a attendu septembre 2003, soit cinq mois après la fin du conflit, pour commencer à publier des informations mettant en doute les raisons officiellement invoquées par le Pentagone pour justifier l'invasion de l'Irak [2].

Les raisons de ce suivisme médiatique ne sont pas à chercher dans l'efficacité de la propagande de Donald Rumsfeld ou Dick Cheney. En réalité, c'est le contraire qui aurait été étonnant. Depuis la fin de la Guerre froide - ou plutôt de l'effondrement du bloc soviétique - les médias ont en effet commencé à être critiqués pour leur couverture des événements majeurs de la planète, toute axée autour de la défense de la position états-unienne, ou même « occidentale ». Ce fût le cas en Roumanie, lors de la chute de Ceausescu et de la diffusion par les télévisions occidentales des images du faux-chaîrier de Timisoara. Ce fût le cas, naturellement, lors de la guerre du Golfe, l'un des seuls épisodes que les journalistes d'aujourd'hui acceptent de se voir reprochés sur le mode du « *ce qu'il ne faut pas faire et que nous ne referons plus* ». Les médias ont pourtant largement répété ces erreurs par la suite, en Somalie, au Rwanda, au Timor-Oriental. Puis il y a eu le 11 septembre 2001 et la croisade qui suivit la désignation immédiate de l'auteur des attentats, Ousama Ben Laden, la phobie de l'anthrax et enfin la seconde guerre du Golfe. À chaque fois, l'argument avancé est le même : il ne s'agit plus de guerres de conquête, mais de « guerres justes », de « droit d'ingérence », voire de « guerres humanitaires » [3].

La liste est longue et éloquente. On ne peut en déduire qu'une chose : dans la stratégie militaire moderne, axée sur la communication, les médias ne se font pas simplement « berner » par la propagande ; ils sont la propagande.

Journaliste spécialisé défense : une profession sous surveillance

Le dossier des armes de destruction massive irakienne est un exemple parfaitement représentatif de la manière dont les gouvernants « communiquent la guerre » aujourd'hui. Dans ce cas précis, Washington a désigné un responsable en communication chargé de gérer le « marketing de la guerre ». Il s'agit de l'ancien directeur général de General Motors, Andrew Card, qui a rempli d'importantes fonctions politiques sous Ronald Reagan. Celui-ci a déclaré au *New York Times*, le 7 septembre 2002, que l'administration Bush avait mis au point ce que le *Times* a qualifié de « *stratégie méticuleusement planifiée afin de persuader le public, le Congrès et les alliés de la nécessité d'affronter la menace venant de Saddam Hussein* ». Concernant le moment choisi pour le début de cette campagne, Andrew Card a expliqué que si l'affaire commençait à sortir fin août-début septembre, c'est parce que « *d'un point de vue marketing, on ne lance pas un nouveau produit en août* » [4]. Ce plan nécessite naturellement des soutiens dans la presse. Dans ce dossier, ce sera Judith Miller.

Cette journaliste du *New York Times* fait figure de bouc-émissaire dans l'ensemble des revue média-critiques états-uniennes. Spécialiste des armes de destruction de massive, elle a écrit plusieurs ouvrages sur Saddam Hussein ou la guerre bactériologique. En 2002, elle a partagé un prix Pulitzer pour ses articles consacrés au réseau terroriste fantoche Al-Qaïda. Ce qui fait d'elle une de ses « spécialistes en question de défense », se reposant sur des sources gouvernementales ou militaires.

La chronologie des articles qu'elle a publiés sur le sujet des armes de destruction massive suit de près le timing de la Maison-Blanche. Le 26 août, Dick Cheney ouvre la campagne lors d'un discours prononcé devant une convention nationale d'anciens combattants où il dénonce l'existence d'un programme d'armement chimiques et bactériologique en Irak [5]. Le 7 septembre, Judith Miller co-signe un article avec Michael Gordon sur les fameux « tubes en aluminium » sensés démontrer l'existence d'un programme nucléaire irakien, sur la base d'une source gouvernementale [6]. Le même jour, le vice-président Dick Cheney se rend à l'émission *Meet the Press*, sur NBC, et évoque la question des tubes en aluminium en accordant le crédit de ce scoop à l'article de Miller et Gordon : « *C'est désormais public, [Saddam Hussein] cherche à acquérir* » des matériaux nécessaire « *pour construire une bombe* ». Le même jour, Condoleeza Rice et Colin Powell reprennent ces accusations, puis le président George W. Bush lui-même devant l'Assemblée générale de l'ONU.

Il s'agit ici d'un exemple flagrant de « blanchiment d'information ». Pour valider des informations vitales d'un point de vue stratégique, les responsables de la cellule de propagande au sein du Pentagone s'arrangent pour livrer des « des informations confidentielles » à une journaliste réputée. Celle-ci, pour les vérifier, se tourne vers ses sources gouvernementales qui en sont précisément les auteurs et en confirment donc la véracité. Il suffit ensuite pour les décideurs de reprendre à leur compte l'article de la journaliste pour valider ses propos et pouvoir ainsi se servir de l'article comme base d'argumentation. Le tout s'appuie sur la crédulité de ces « journalistes accrédités défense » par rapport

aux responsables militaires qui acceptent de leur parler. La journaliste qui a enquêté sur les relations nucléaires entre la France et l'Iran, Dominique Lorentz, a pourtant clairement exposé les écueils méthodologiques à éviter dans ce genre d'investigations, et notamment « *celui qui consiste à croire que les services de renseignement sont là pour [renseigner]. (...) Un flic de renseignement qui apporte à un journaliste un dossier cousu de fil blanc ne le fait ni par probité intellectuelle, ni par sympathie. Encore moins parce qu'il a confiance. Il remplit tout simplement une mission. Au mieux, (...) il l'accomplit pour le pouvoir en place, qu'il a vocation de servir.* ». Elle ajoute : « *le principal problème que pose l'information délivrée par les services secrets, c'est qu'elle est rarement exacte. (...) Je lirais des fables renversantes, écrites sur la foi d'informations "de source sûre", ou de la plume d'experts patentés.* ». En matière de terrorisme, comme sur les questions militaires, « *l'expert est celui qui ment* » [7].

Judith Miller : l'arme d'« intoxication massive » de la Maison-Blanche

Les sources de Judith Miller ne sont pas que des sources gouvernementales, elle s'est aussi largement reposée sur les « révélations » du Conseil National Irakien et sur son dirigeant emblématique, Ahmed Chalabi. C'est en tout cas ce qui ressort d'un échange d'e-mails entre Miller et son chef de service, John Burns, exhumé par le journaliste du *Washington Post*, Howard Kurtz. Le premier courrier électronique est adressé par John Burns à Judith Miller, à laquelle il reproche d'avoir écrit un article sur Ahmed Chalabi alors que l'équipe new-yorkaise s'appêtait à sortir un dossier consacré à cet opposant controversé du régime ba'asiste. La réponse de la lauréate du prix Pulitzer est éloquente : « *Je couvre Chalabi depuis plus de dix ans, et j'ai fait la plupart des articles sur lui pour notre journal, notamment le long dossier que nous avons récemment fait sur lui. Il a fourni la plupart des scoops en couverture sur les ADM à notre journal* » [8]. Ahmed Chalabi était, par ailleurs, le principal fournisseur d'« informations » aux hommes du Pentagone, selon le journaliste d'investigation Seymour M. Hersh [9]. Un article de Newsweek de novembre 2003 confirme que les opposants alimentaient allègrement les travaux de Dick Cheney et du Pentagone sur la question [10].

Lorsque l'invasion militaire de l'Irak par les États-Unis prend fin, c'est naturellement vers la journaliste du *New York Times* que se tournent tous les regards. Le webzine *Slate* recense tous les principaux mensonges relatés par la journaliste dans un article détonnant [11]. L'administration Bush tente de sauver la face en inventant plusieurs hypothèses pour l'absence d'ADM en Irak. Une nouvelle fois, Judith Miller est mise à contribution : dans un article d'avril 2003, elle relate les propos d'un scientifique irakien selon lequel Saddam Hussein aurait détruit ses armes à l'aube de l'invasion états-unienne. Certains éléments du programme auraient également été envoyés en Syrie. Aucun élément matériel ne permettra de valider cette hypothèse. Qui plus est, on apprendra un peu plus tard que Judith Miller n'a jamais pu, eu égard à son accréditation de « journaliste embarquée », interviewer directement ce scientifique, ni se rendre sur les sites. De plus, elle a dû soumettre son article aux autorités militaires états-uniennes [12].

Dans ce genre de manipulations grossières, la question essentielle qui se pose quant au travail du journaliste est celle de savoir la part d'erreur et la part de calcul dans sa participation à une entreprise de propagande. Pour Judith Miller, de nombreux éléments de son parcours dénotent de liens pour le moins opaques avec les « *jusqu'au bout-istes* » (« *hardliners* ») de Washington. Ceux là même qui ont mis en œuvre le programme d'intoxication médiatique pour fabriquer une menace irakienne [13]. Judith Miller s'y intègre à merveille.

« Benladeneries »

Journaliste incontournable au sein de la rédaction du *New York Times*, Judith Miller ne doit, ni au hasard, ni à sa persévérance les scoops « secret défense » qu'elle publie régulièrement à la une du quotidien. Elle le doit à une série de services rendus dans le cadre de coups tordus organisés par la CIA.

C'est le cas de son travail réalisé sur la Libye en 1986. À l'époque, les États-Unis tentent de renverser le régime de Muhammad Khadafi en l'affaiblissant sur la scène internationale et nationale. Il s'agit donc de lui imputer la plupart des attentats terroristes du moment, tout en le montrant, sur le plan interne, en perte de vitesse. Un mémorandum de l'amiral Poindexter détaillant cette stratégie a été publiée par Bob Woodward dans le *Washington Post*. Il y explique que « *l'un des éléments clés [de la stratégie] est qu'elle combine des événements réels et fictifs - grâce à un programme de désinformation - avec comme objectif final de faire que Khadafi pense qu'il y a une importante opposition interne envers lui en Libye, que ses principaux hommes de confiance sont déloyaux, que les États-Unis sont prêts à agir contre lui militairement* ».

L'article de Bob Woodward notait ensuite que principalement le *Wall Street Journal*, mais aussi d'autres journaux de référence à un niveau moindre, se sont pliés à cette stratégie dans leur traitement du dossier libyen. C'est notamment le cas de l'envoyée spéciale du *New York Times* à Paris à l'époque, qui n'est autre que Judith Miller. Dans un article co-signé avec Marie Colvin, chef du bureau de l'UPI à Paris, dans *Rolling Stone*, la doctrine Pointdexter apparaît noir sur blanc : « *trois mois et demi après le bombardement américain de la Libye, Muammar Khadafi semble perdre le contrôle de son pays et de lui-même* ». D'après des sources non-identifiées, les deux journalistes concluent que « *Khadafi subit la poigne paralysante de la dépression* », qu'il a disparu et se cache. Ces sources mystérieuses leur affirment également que le leader libyen se drogue. Les deux journalistes reconnaissent par ailleurs avoir discuté avec des « *analystes des services de renseignement occidentaux* » et des diplomates selon lesquels Khadafi ne tiendrait plus les rênes du pouvoir en Libye. Judith Miller ajoute à cette rhétorique que l'on retrouve dans tous les articles de la campagne Pointdexter une petite anecdote personnelle : lors des entretiens avec le leader libyen, celui-ci aurait tenté, comme avec toutes les journalistes femmes, de la séduire. Il aurait renoncé après qu'elle eût déclaré que « *son père n'était pas seulement Juif mais aussi un sioniste ardent* ».

Le 4 janvier 1987, elle attribue dans le *New York Times* l'attentat perpétré à Ankara contre une synagogue à la Libye, à la Syrie et à l'Iran, en citant « *des analystes des renseignements états-uniens* », un « *expert en terrorisme* ».

israélien » et d'autres sources anonymes [14].

Laurie Milroy, monomaniacque de Saddam Hussein

Pendant la Première guerre du Golfe, Judith Miller écrit avec Laurie Mylroie un livre intitulé *Saddam Hussein and the Crisis in the Gulf*. Dans cet ouvrage, les deux auteurs relaient l'horreur du régime ba'assite irakien et les détails de la décision d'invasion du Koweït prise par Saddam Hussein. L'analyse politique du problème valut néanmoins au livre une sévère critique de Daniel Pipes. Selon lui, le fait d'affirmer que « *les Américains sont allés dans le Golfe pour le pétrole* » occulte totalement la menace que le programme nucléaire irakien faisait peser sur la région [15]. Petit détail croustillant : en 1987, Laurie Mylroie avait co-signé un article avec Daniel Pipes dans le *New Republic* dans lequel ils manifestaient leur approbation du soutien états-unien au régime irakien face à la menace iranienne [16].

Judith Miller et Laurie Milroy vont rapidement rejoindre les rangs des sympathisants néo-conservateurs, dans le cadre de la guerre au terrorisme à laquelle elles sont toutes deux confrontées.

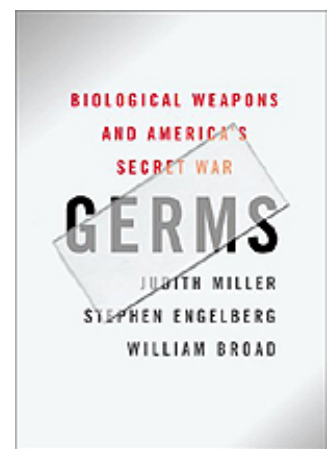
Quelques semaines après les attentats du 11 septembre, Judith Miller reçoit en effet une lettre à l'anthrax. Heureusement, elle ne figure pas parmi les cinq victimes, mais bien dans la liste des six contaminées ayant survécu.

Compte tenu de son brillant travail passé pour révéler à ses lecteurs le péril islamique de Ben Laden, elle persuade ses concitoyens que cette lettre lui a été envoyée par Al Qaïda pour se

venger. A ce moment, elle déclare : « *Désormais, je ne couvrais plus l'événement ; j'étais l'événement.* » [17]. Ce que confirme sans attendre l'Attorney general John Ashcroft provoquant une psychose planétaire qui justifiera un peu plus l'invasion de l'Afghanistan [18].

Laurie Mylroie est membre de l'American Enterprise Institute, l'un des principaux think-tank néo-conservateurs. Elle édite la lettre d'information *Iraq News* et a enseigné à l'U.S. Naval War College. Elle compte parmi ses « *admirateurs* » Richard Perle, James Woolsey, l'ancien directeur de la CIA, et Christopher Hitchens, un « *écrivain gauchiste* » aujourd'hui proche de Paul Wolfowitz [19]. Les trois hommes ont en effet ardemment défendu son dernier livre, *Bush vs. The Beltway*, un pamphlet dans lequel elle accuse la CIA d'avoir tout fait pour miner la campagne médiatique de l'administration Bush sur l'Irak [20]. Dans une fumeuse théorie du complot, Laurie Mylroie rend en effet Saddam Hussein responsable de l'attentat contre le World Trade Center en 1993. [21]. Elle est également proche des thèses de la journaliste Jayna Davis, qui attribue aussi au régime irakien l'attentat contre un bâtiment fédéral d'Oklahoma City, en 1995. [22]. Des éléments qui auraient dû, selon elle et James Woolsey, être utilisés par George W. Bush.

C'est donc naturellement que Laurie Mylroie et son amie Judith Miller deviennent toutes deux des clientes du **cabinet de relations publiques Eleana**



Germes Inside

Ouvrage de Judith Miller sur les armes bactériologiques.

Benador, qui représentait les figures pro-guerre en assurant leur passage à la télévision avant le déclenchement de l'offensive en Irak [23].

Au vu du *pedigree* de ces journalistes, on peut se demander si la Maison-Blanche et le Pentagone ont encore besoin de porte-parole et de dispositifs de désinformation. En France, quelques chercheurs ont osé mettre en cause des journalistes pour leur proximité avec les services de renseignement, notamment dans le dossier rwandais. On en trouvait effectivement dans les rédactions des journaux de référence tels que *Le Monde* ou *Libération*. Le phénomène prend une toute autre ampleur avec les manipulations dont s'est rendu complice le *New York Times*. Il s'agit en effet du plus influent quotidien international puisque, outre son édition aux États-Unis, il édite des versions adaptées à des lecteurs étrangers avec, notamment, l'*International Herald Tribune* en Europe, le *Daily Star* au Proche-Orient. Il réalise également des suppléments pour des quotidiens aussi exigeants que lui sur la fiabilité de l'information comme, en France, le journal *Le Monde*.

Paul Labarique

[1] « **Dévoiler le Léviathan** », *Notes d'information du Réseau Voltaire*, 1er janvier 2001.

[2] « Now they tell us », par Michael Massing, *New York Review of Books*, 26 février 2004.

[3] Sur le nouveau champ lexical de la guerre, voir « *L'Opinion, ça se travaille...* » *Les médias et les "guerres justes" - du Kosovo à l'Afghanistan*, de Serge Halimi et Dominique Vidal, Agone, 2002.

[4] « **Bush Aides Set Strategy to Sell Policy on Iraq** », par Elisabeth Bumiller, *New York Times*, 7 septembre 2002.

[5] « **Vice President Speaks at VFW 103rd National Convention** », août 2002.

[6] « **Threats and Responses : The Iraqis ; U.S. Says Hussein Intensifies Quest for A-Bomb Parts** », par Michael R. Gordon and Judith Miller, " *The New York Times*, 7 septembre 2002.

[7] « Une Guerre », de Dominique Lorentz, Les Arènes, 1997.

[8] « **Intra-Times Battle Over Iraqi Weapons** », par Howard Kurtz, *Washington Post*, 26 mai 2003.

[9] « **Selective Intelligence** », par Seymour M. Hersh, *The New Yorker*, 6 mai 2003.

[10] « **Cheney's Long Path to War** », par Mark Hosenball, Michael Isikoff and Evan Thomas, *Newsweek*, 17 novembre 2003.

[11] « **The Times Scoops That Melted** », par Jack Shafer, *Slate*, 25 juillet 2003.

[12] « **The Times Scoops That Melted** », op.cit.

[13] Le détail du dispositif au sein de l'administration Bush et du Pentagone est relaté dans « **Le dispositif Cheney** », par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 6 février 2004.

[14] « **Disinforming the World on Libya** », par Bill Schaap, *CovertAction Quarterly*, été 1988.

[15] « [Saddam Hussein and the Crisis in the Gulf](#) », Daniel Pipes, *Orbis*, printemps 1991.

[16] *Weapons of Mass Deception*, par Sheldon Rampton et John Stauber, Tarcher / Penguin, 2003.

[17] « Le fonctionnement des médias américains est perturbé par les alertes à l'anthrax et les mesures de sécurité », par Annick Cojean, *Le Monde*, 19 octobre 2001.

[18] Judith Miller venait de publier un livre consacré à la relance du programme bactériologique états-unien depuis 1997 : *Germes - Les armes biologiques et la nouvelle guerre secrète*, de Judith Miller, Stephen Engelberg et William Broad, Fayard, 2001. Le livre connaîtra un succès phénoménal après le début de la psychose liée à l'anthrax. Par ailleurs, l'analyse de la poudre blanche contenue dans l'enveloppe envoyée à Juliette Miller révélera qu'il ne s'agissait pas du bacille du charbon.

[19] « [The Neocons' New Enemy : The CIA](#) », par David Corn, *Los Angeles Weekly*, 4 septembre 2003.

[20] La défiance des néo-conservateurs à l'égard de la CIA n'est pas un phénomène nouveau. Sous le président Ford, les attaques s'étaient multipliées contre l'Agence accusée de sous-estimer la menace soviétique. Une campagne qui aboutit à l'arrivée à la tête du renseignement états-unien de George H.W. Bush. Voir « [Les marionnettistes de Washington](#) », par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 13 novembre 2002.

[21] Elle a développé cette thèse dans un ouvrage, *Study of Revenge : Saddam Hussein's Unfinished War Against America*, publié en 2000 par l'American Enterprise Institute.

[22] Voir l'article « [The Iraq Connection](#) », par Micah Morrison, *Wall Street Journal*, 5 septembre 2002 et « [Une dissidence terroriste au cœur de l'appareil militaire atlantiste](#) », par Thierry Meyssan, 27 septembre 2001.

[23] D'après *Weapons of Mass Deception*, les clients du cabinet Benador ont bénéficié d'une couverture médiatique exceptionnelle. Ils ont pu apparaître sur ABC, MSNBC, CNN et Fox News, mais ont également publié des livres et des articles, témoigné devant des commissions du Congrès et ont été invités à de nombreux déjeuners privés à Washington.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Difficile d'installer la démocratie quand on n'en veut pas

Analyse

Hani Ramadan, directeur du Centre islamique de Genève, s'adresse aux féministes dans *Le Figaro* pour les appeler à la tolérance et la compréhension de leurs sœurs musulmanes voilées. Cet exercice de style trouve rapidement sa limite dans la mesure où l'auteur se situe délibérément sur le plan de l'orthodoxie et de la liberté religieuse et non pas sur celui de la liberté de conscience.

Reda Benkirane, consultant à l'ONU, analyse dans *Al-Ahram* la querelle dans une toute autre perspective. Alors que les Européens se plaisent à distinguer le communautarisme anglo-saxon de l'égalitarisme français, il relève au contraire le caractère universaliste commun des idéologies française et musulmane, même si leurs applications sont imparfaites. Il conclut donc à la parfaite compatibilité et complémentarité de la République et de l'islam.

Dans l'*International Herald Tribune*, le sociologue Amitai Etzioni tourne en dérision le rêve américain d'une démocratie instantanée dans les pays libérés. Il ne suffira pas que les Irakiens aient une constitution, ni même qu'ils votent une ou deux fois, pour que leur pays se transforme en démocratie. Il leur faudra un long apprentissage. On serait tenté de rappeler à M. Etzioni que cette éducation sera d'autant plus longue que Washington à imposé pendant des années la dictature de Saddam Hussein et n'y a mis fin que pour servir ses propres intérêts.

Diffamé pour avoir émis un jugement négatif de la politique d'Ariel Sharon,

l'analyste Pascal Boniface récidive. Il souligne dans *Le Figaro* que le conflit en Palestine alimente le fantasme de choc des civilisations et pourrait, s'il persiste, lui donner chair.

À l'autre bout de l'échiquier politique, l'éditorialiste du *Washington Times*, Arnaud de Borchgrave, répond aux lecteurs outrés de son journal. Ils ont vivement réagi aux affirmations répétées du quotidien mooniste selon qui la guerre en Irak a été conduite dans l'intérêt d'Israël et non pas dans celui du peuple états-unien. Après avoir rappelé ses états de service pro-israélien, Borchgrave souligne qu'il n'est pas antisémite de citer les conseils formulés par les néo-conservateurs, en 1996, au Premier ministre israélien et de constater qu'ils les ont eux-mêmes mis en application en poussant les États-Unis dans la guerre.

Enfin, l'ancien Premier ministre français, Edouard Balladur, décrit dans *Le Monde* son projet d'Europe à trois vitesses. Cependant, quels que soient ces louables efforts pour sauver l'Union européenne, on perçoit de moins en moins l'objectif actuel d'une institution qui, comme l'OTAN, a été conçue par Washington dans le cadre de la Guerre froide.

Réseau Voltaire

Hani Ramadan

Hani Ramadan est directeur du Centre islamique de Genève. Théologien controversé pour ses prises de positions sur la lapidation des femmes adultères, il est le frère de Tariq Ramadan qui s'en est souvent démarqué.

« Lettre à mes soeurs féministes »

Source : Le Figaro

Référence : « Lettre à mes sœurs féministes », par Hani Ramadan, *Le Figaro*, 5 mars 2004.

Mesdames, la Coordination laïque et féministe milite ardemment contre le voile parce qu'il symbolise pour ses membres une forme d'humiliation de la femme alors qu'il s'agit d'une obligation religieuse. Obliger une musulmane à abandonner son foulard équivaut à la forcer à boire de l'alcool comme condition d'intégration.

Toutes les instances officielles musulmanes que le gouvernement a interrogées ont clairement déclaré que le voile est une prescription religieuse inscrite dans le Coran et la Sunna. La constitution française défend la liberté religieuse et interdire le voile équivaut donc à trahir un acquis de civilisation qui a fait de la France un pays phare pour l'ensemble des nations. C'est pourquoi aujourd'hui, de tous pays, on entend des voix, pas seulement musulmanes, condamner cette mesure discriminatoire.

La France est passée d'une laïcité ouverte à une laïcité de combat, intransigeante, qui s'attaque à la liberté individuelle tout en s'en réclamant et s'en prend à des jeunes femmes pour les contraindre à renier leurs convictions intimes.

De plus, le foulard n'est pas un signe d'infériorité dans l'islam. La République

ne doit pas soumettre les jeunes musulmanes à un cruel dilemme, le voile ou l'instruction publique, en affirmant que celles qui ne partagent pas vos idées sont manipulées par les barbus. Nous sommes face à un dogmatisme obscurantiste des temps modernes qui n'a aucune pitié pour la musulmane pratiquante qui pourtant, comme vous, défend ses droits.

Reda Benkirane



Reda Benkirane est consultant pour l'ONU et le World Council of Churches à Genève.

« Dévoiler l'universalisme français »

Source : Al-Ahram

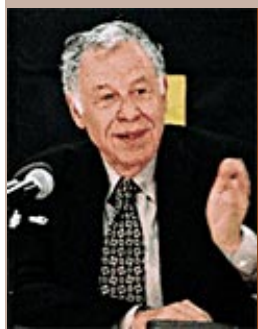
Référence : « Unveiling French universalism », par Reda Benkirane, *Al Ahram*, 5 mars 2004.

Le débat sur le voile dans le pays de Voltaire révèle une crise anthropologique dans le modèle laïc français. La loi récemment adoptée qui interdit les signes et les vêtements démontrant une affiliation religieuse dans les écoles publiques a en fait pour objectif de réagir au port du voile porté par quelques centaines d'écolières. Cette interdiction ne résoudra pas pour autant le problème de la France avec sa seconde religion.

Contrairement au modèle anglo-saxon qui reconnaît le « droit à la différence » mais applique comme corollaire une « différence des droits », les modèles français et arabo-musulmans sont fondamentalement égalitaires. Ces deux modèles universalistes sont compatibles, mais différents sur deux points : le modèle français a du mal à accepter les différences culturelles alors que le modèle musulman est beaucoup plus pluraliste, et le modèle français reconnaît une égalité homme-femme tandis que l'universalisme musulman continue de placer la femme en statut de minorité.

Les études en Europe ont démontré que le port du voile était souvent un choix individuel chez les musulmanes et qu'il est ressenti comme un moyen de s'affirmer. C'est justement cette affirmation qui inquiète la France. Ce pays n'accepte pas les ségrégations basées sur la couleur de la peau, mais elle est irritée par les différences culturelles. Alors que la France plaide pour « l'exception culturelle », l'affaire du voile révèle ses contradictions tout comme le statut des femmes révèle celles du modèle musulman. Dans la guerre en Irak, la France a affronté avec son universalisme le différencialisme anglo-saxon et a obtenu le soutien d'une partie du monde dans ce combat. Mais aujourd'hui, il envoie avec l'affaire du voile un autre message. La France ne sait pas comment accepter la différence et elle commet l'erreur de croire qu'elle peut combattre un fondamentalisme (musulman) par un autre fondamentalisme (laïque). Au contraire, la France devrait enseigner le fait religieux dans sa pluralité. Le modèle laïque français va devoir évoluer vis-à-vis des expressions des diversités culturelles tandis que l'universalisme musulman promeut l'égalité homme-femme. Cela pourrait faire naître un islam gallican contre le développement des extrémismes.

Amitai Etzioni



Amitai Etzioni est professeur de sociologie à la George Washington University. Il est l'auteur de *The Limits of Privacy*. Il a été membre de la Task Force on National Security in the Information Age, groupe financé par la Markle Foundation, qui regroupait les principales sociétés de hautes technologies et des représentants des agences de renseignement des États-Unis.

« Le fantasme américain : la démocratie instantanée »

Source : International Herald Tribune

Référence : « American Fantasy : Instant democracy », par Amitai Etzioni, *International Herald Tribune*, 5 mars 2004.

L'administration Bush va présenter au prochain G8 un programme ambitieux pour démocratiser le « grand Moyen-Orient ». Pourtant, chaque étude démontre que la promesse de démocratiser des pays sans préparation préalable ne peut pas être tenue. Le **Carnegie Endowment for International Peace** (CEIP) a démontré dans une étude que sur les 18 changements de régimes auxquels ont participé les troupes états-uniennes, seuls cinq pays sont devenus des démocraties. Trois d'entre eux, l'Allemagne, l'Italie et le Japon, présentaient des conditions qui manquent à la plupart des pays du monde et les deux autres, Panama et Grenade, doivent encore mériter leur titre de démocratie.

Les difficultés que les États-Unis rencontrent en Afghanistan et en Irak ne sont que les exemples récents d'une longue liste d'échecs. La démocratie est une plante délicate qui ne peut se cultiver que dans une terre qui comprend déjà un bon niveau d'ordre, de développement économique et d'éducation, une classe moyenne, le respect du droit, une justice indépendante et un milieu associatif. Une fois tout cela en place, construire le régime requiert des dirigeants politiques et des partis capables de s'affronter librement, des élections ouvertes et justes, la séparation des pouvoirs, un niveau de corruption faible, le respect des droits des minorités et la liberté d'association d'expression et de la presse. Quand beaucoup de ces facteurs manquent et quand les grandes puissances sont promptes, à l'approche d'élections, à se déclarer vainqueurs et à partir, ils affaiblissent la définition de la démocratie, apposant ce label sur tout ce qu'ils ont concocté. En Irak, au mieux, nous aurons un régime associant les mollahs chiïtes et les chefs tribaux kurdes dans une étrange coalition rappelant l'alliance entre la Mafia et l'Église en Sicile. Nous aurons cependant plus vraisemblablement un autocrate à la **Vladimir Poutine** ou bien, comme en Afghanistan, un dirigeant importé et faible n'osant pas quitter ses gardes du corps dans sa capitale. On peut s'attendre à un développement de la corruption et des règlements d'inspiration islamiste. Il ne faut pas qualifier ce régime de démocratie. Je ne pense pas que les Arabes ne peuvent pas parvenir à la démocratie, je pense juste que cela demandera du temps et de l'investissement.

Pascal Boniface



Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignants dans les Instituts d'études politiques (IEP) de Paris et de Lille.

« Israël, Palestine, le statu quo impossible »

Source : Le Figaro

Référence : « Israël, Palestine, le statu quo impossible », par Pascal Boniface, *Le Figaro*, 5 mars 2004. Ce texte est tiré d'un article à paraître dans la *Revue internationale et stratégique* de printemps 2004.

L'accord de Genève signé entre **Yossi Beilin** et **Yasser Abed Rabbo** est un puissant motif d'espoir de régler un conflit qui désespère les meilleures volontés. On peut affirmer qu'il sert d'exutoire à certains régimes arabes en leur permettant de canaliser l'énergie des foules. Il n'en reste pas moins, qu'en raison de la non-résolution de ce conflit, le sort des Palestiniens est chaque jour un peu plus une cause de frustration dans les pays musulmans et de ressentiment à l'égard des pays occidentaux.

En 1993, Samuel Huntington affirmait dans son célèbre article du « choc des civilisations » qu'au XXIème siècle, les guerres feraient s'affronter les civilisations toutes entières et que la première d'entre elles opposerait la civilisation occidentale à la civilisation musulmane contestant sa domination. On a fait deux erreurs sur cette thèse en la croyant inéluctable ou en la réfutant simplement. Ces deux erreurs antagonistes peuvent mener à la réalisation de cette théorie.

Le terrible constat qu'on peut faire, c'est que, au cours des derniers mois, on a avancé vers ce choc des civilisations. La Guerre d'Irak a entraîné une impopularité croissante des États-Unis et la différence d'appréciation des propos du Premier ministre de Malaisie affirmant que « les juifs gouvernent le monde » est le symbole du fossé qui s'est creusé. Les États-Unis ont affirmé que la Guerre d'Irak servirait à résoudre le conflit israélo-palestinien, puis ont fait porter sur les Palestiniens toute la responsabilité du conflit. Ces affirmations convaincront peut-être l'opinion américaine, encore qu'elle pourrait se retourner, mais pas l'opinion internationale.

Il faut aboutir à une solution politique de retour aux frontières de 1967. Nous y arriverons tôt ou tard et chaque report ne fait qu'accroître le nombre de morts et augmente le risque de guerre des civilisations.

Arnaud de Borchgrave



Arnaud de Borchgrave est directeur du *Washington Times* et de l'agence United Press International. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il a été combattant volontaire dans différents conflits périphériques de la Guerre froide

« La démocratie au Moyen-Orient »

Source : *Washington Times*

Référence : « Democracy in the Middle East », par Arnaud de Borchgrave, *Washington Times*, le 5 mars 2004.

Pour beaucoup de juifs américains, quiconque écrit un texte désapprouvant la politique d'Ariel Sharon et de ses partisans néo-conservateurs est un « antisémite classique ». La seule référence aux « néo-conservateurs » est interprétée comme une attaque contre « une cabale juive ». Ces accusations sont particulièrement douloureuses pour quelqu'un autorisé à vivre en Israël en vertu de la loi du retour et qui a été récompensé dix fois pour son traitement de l'information au Moyen-Orient.

Nous avons été taxés d'antisémitisme par un lecteur en raison d'éditoriaux présentant le grand dessein de la doctrine Bush-Sharon. Nous avons expliqué que l'instauration d'une démocratie en Irak entraine dans un plan visant à entourer Israël de démocraties pour lui garantir la sécurité. Nous avons également exprimé nos doutes sur la possibilité d'atteindre cet objectif. Ce qui semble particulièrement vexant pour les juifs américains dans nos articles, c'est que nous avons rappelé que ce plan datait de 1996 et était issu d'un rapport de Richard Perle et Douglas Feith à destination de Benjamin Netanyahu. Ce rapport, intitulé « *A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm* » préconisait le renversement de Saddam Hussein et la restauration des Hachémites en Irak, la réoccupation des territoires palestiniens et leur annexion. Le rapport préconisait également d'obtenir le soutien des États-Unis en adoptant un discours familier aux Américains en reprenant la terminologie de la Guerre froide.

M. Perle assume totalement ce texte et si ce qu'il préconise parvient effectivement à instaurer la démocratie dans le monde arabe nous serons les premiers à applaudir.

Édouard Balladur



Ancien Premier ministre français (1993-1995) et candidat à l'élection

« Combien d'Europes ? »

Source : *Le Monde*

Référence : « Combien d'Europes ? », par Édouard Balladur, *Le Monde*, 5 mars 2004.

Suite à l'échec du sommet de Bruxelles du 12 décembre, une polémique est née sur la possibilité, émise par certains, de créer une Europe à plusieurs vitesses. Il est cependant devenu évident pour tous que les 25 ou 27 membres de l'Union européenne ne peuvent pas tous avancer à la même vitesse.

Dès 1994, je m'étais prononcé en faveur d'une Europe construite en trois

présidentielle de 1995, Édouard Balladur est député et président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

cercles : un « cercle avancé » regroupant les États voulant aller plus loin dans les domaines économique, monétaire, diplomatique et militaire, un « cercle de droit commun » regroupant l'ensemble des pays de l'Union européenne et un « cercle élargi » associant l'Union à ses voisins. L'Europe à 25 ou 30 est beaucoup plus diverse que l'Europe des débuts. Elle a vu s'instaurer des cercles particuliers comme l'euro-groupe, l'espace Schengen ou les accords de défense. Il n'est plus possible aujourd'hui cependant de créer un seul « cercle avancé » à moins de le restreindre à quatre ou cinq États, ce qui ne serait pas souhaitable. Pour régler les questions liées à sa propre diversité, l'Union européenne doit se fixer des tâches précises :

- ▶ Adopter rapidement le projet de constitution.
- ▶ Définir le statut des « nouveaux voisins », ce qui nécessite de régler le cas de la Turquie au préalable.
- ▶ Définir les relations entre cercles restreints.
- ▶ Préciser que ces cercles doivent rester ouverts.
- ▶ Dépasionner la question des relations transatlantiques et réaffirmer qu'un renforcement des forces européennes serait un bénéfice pour l'OTAN.
- ▶ Surseoir quelques années à toutes les nouvelles adhésions pour consolider les dernières adhésions en date.
- ▶ Mieux préciser les perspectives budgétaires à moyen terme.